Déclaration de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères, sur la situation en Syrie, à Paris le 9 janvier 2014.

2014-01-09

Q - Monsieur Fabius, vous allez accueillir dans trois jours une réunion importante sur la Syrie. Vous avez dit tout à l'heure que vous avez parlé de cette question avec vos invités. Alors que l'opposition syrienne se déchire, ils ne sont pas encore parvenus à accepter ou refuser la présence à Genève II, à quoi peut-on s'attendre d'une conférence où l'opposition pourrait ne pas être présente ?

R - Sur la Syrie, j'ai reçu avant-hier la lettre d'invitation du secrétaire général des Nation unies, M. Ban Ki-moon, à la conférence de Genève, le 22 janvier prochain, qui devrait se dérouler ainsi. Le premier jour, une réunion aura lieu à Montreux où on exposera les positions. Ensuite, le 24 janvier, il y aura une réunion entre les délégations syriennes, avec la présence de M. Brahimi.

Nous sommes favorables, bien sûr, à la tenue de cette réunion de Genève II, dans la mesure où nous avons toujours soutenu, dès le début, que la solution était politique. Je me permets d'ailleurs de dire que si on avait davantage écouté la France, dès le début, nous ne serions probablement pas dans la situation absolument tragique où nous sommes. Je me rappelle très bien - c'était une des premières occasions où j'ai accueilli beaucoup de collègues étrangers, juste après notre accessions aux responsabilités - de la grande conférence dite des Amis de la Syrie. Nous avions dit à l'époque que M. Bachar Al-Assad, que M. Ban Ki-moon le Secrétaire général des Nations unies qualifie de «criminel contre l'humanité», ne peut pas être l'avenir de son peuple. C'est donc autour de l'opposition modérée que doit se faire la perspective. À l'époque, en juillet 2012, il n'y avait pas de présence iranienne et du Hezbollah, et il n'y avait pas de mouvements terroristes. Il aurait suffi d'un certain mouvement pour que l'évolution se fasse vers ce qui était souhaitable, mais on ne nous a pas écoutés. Il y avait les élections américaines, les dissensions entre tel ou tel, et aujourd'hui nous nous retrouvons avec une situation absolument tragique. Il y a des milliers de morts chaque mois, des exactions épouvantables. Nous avons désormais dépassé le nombre de 130.000 morts. Il y a des millions de déplacés, avec des conséquences tragiques, non seulement sur la Syrie, martyrisée, mais aussi sur la Jordanie, sur le Liban, sur la Turquie, sur l'Irak.

Par rapport à cela, il faut une solution politique. Pour trouver cette solution politique, il faut discuter - d'où Genève. La lettre que nous a envoyée M. Ban Ki-moon et qui est très bien rédigée, dit que l'objet de la réunion de Genève est de dégager un gouvernement de transition doté de tous les pouvoirs exécutifs, par discussion entre les parties. L'objet de Genève II, c'est de se réunir, même si ce n'est pas facile, pour essayer de construire un gouvernement de transition doté de tous les pouvoirs exécutifs, pas avec M. Bachar Al-Assad mais avec des éléments du régime, et avec l'opposition modérée. C'est indispensable parce que si cela ne se fait pas, M. Bachar Al-Assad va dire «si vous ne voulez pas les terroristes, soutenez-moi», et les terroristes vont dire «si vous ne voulez pas de Bachar Al-Assad, soutenez les terroristes». Nous ne sommes ni pour M. Bachar Al-Assad, criminel contre l'humanité, ni pour les terroristes. Il faut trouver une solution qui passe par le dialogue. Il est vrai que la situation de nos amis de la Coalition de l'opposition modérée n'est pas facile. Ils doivent se battre sur deux fronts : d'un côté M. Bachar Al-Assad, les Iraniens et les Russes au soutien ; de l'autre, les mouvements terroristes. C'est la raison pour laquelle nous allons avoir dimanche une réunion à 11 pays dits du «Core Group» et viendra M. le président Al-Jarba qui vient d'être réélu à la tête de l'opposition modérée et nous allons discuter de cela. L'opposition modérée se réunira à nouveau le 17 janvier, après notre réunion de Paris.

Voilà où nous en sommes, nous considérons que Genève II, à condition que son mandat soit respecté, est nécessaire. Nous demandons aux uns et aux autres de faire un effort pour y participer, mais dans le respect du mandat. Si Genève II se réunit - ce que nous souhaitons -, il y aura une deuxième difficulté, c'est d'aboutir à des résultats concrets. Si on veut une solution politique, il faut se parler. Parallèlement, il faut bien sûr - c'est une demande que je renouvelle à la communauté internationale - que l'on fasse cesser les exactions, les bombardements épouvantables qui se produisent et que l'on accède aux besoins humanitaires. L'opposition a raison lorsqu'elle demande que, parallèlement à Genève II, il y ait des couloirs humanitaires et que les bombardements cessent.Source http://www.diplomatie.gouv.fr, le 10 janvier 2014

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/190054-declaration-de-m-laurent-fabius-ministre-des-affaires-etrangeres-sur